

MALI

# BULLETTIN D'INFORMATION

JUIN - DEC 2025



© / CICR

Conflit armé, violences persistantes et effets destructeurs du changement climatique : en 2025, la situation humanitaire au Mali demeure préoccupante. Les besoins des populations sont immenses et pressants notamment en matière de protection, d'accès à l'eau potable, de soins de santé, d'éducation et de moyens de subsistance.

Malgré un contexte de plus en plus difficile et une diminution des financements, le CICR reste fermement engagé aux côtés des communautés les plus vulnérables, y compris dans les zones les plus isolées, où peu d'acteurs humanitaires sont présents. Cette proximité reflète notre engagement à rester aux côtés de ceux qui en ont le plus besoin.

La protection des civils et la facilitation d'un accès humanitaire sûr et sans entrave restent au cœur de nos priorités. À travers un dialogue constant, bilatéral et confidentiel avec toutes les parties au conflit, nous œuvrons pour faire respecter le Droit international humanitaire et pour garantir un accès sûr aux communautés.

Dans le même esprit, nous renforçons la résilience des communautés affectées grâce à des initiatives concrètes et durables : soutien aux activités génératrices de revenus comme la fixation de dunes ; aux projets agricoles comme la multiplication de semences ; à la

vaccination des troupeaux et aux structures de santé, notamment par des solutions innovantes comme la solarisation, les formations aux soins primaires d'urgences ou encore la construction et l'équipement du premier centre d'excellence des sciences des prothèses et orthèses du Mali (et deuxième d'Afrique de l'Ouest). Ces actions ne visent pas seulement à répondre aux besoins immédiats, mais aussi à offrir aux communautés les moyens de reconstruire un avenir plus stable.

Rien de tout cela ne serait possible sans une collaboration étroite avec la Croix-Rouge malienne, les partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et les autorités nationales, régionales et locales. C'est grâce à cette coopération, fondée sur les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, que nous pouvons continuer à mener à bien notre mission.

Le CICR remercie sincèrement tous ses partenaires et donateurs, dont le soutien indéfectible nous permet de rester au service de l'humanité sur tous les fronts et aux côtés de ceux qui en ont le plus besoin.

**Nicolas Lambert**  
Chef de délégation



## BINTAGOUNGOU : QUAND LA FIXATION DE DUNES RALENTIT L'AVANCÉE DU DÉSERT

« Le village de Bintagoungou était jadis une île jusqu'en 1973, il était entouré par le lac Faguibine. Aujourd'hui, ce lac s'est transformé en une vaste étendue de sable blanc. À l'emplacement de l'eau, d'immenses dunes se sont formées, s'étendant sur des centaines d'hectares. Depuis, nous menons une lutte incessante pour freiner l'avancée du désert et préserver nos terres agro-pastorales ainsi que nos habitations », déclare Hamma Abacrine, maire de la commune rurale de Bintagoungou (région de Tombouctou).

Lorsque les effets du changement climatique et des conflits armés se sont conjugués, les besoins des communautés ont augmenté et leurs vulnérabilités s'aggravent. Depuis 1968, les populations de Bintagoungou subissent les conséquences des sécheresses successives qui bouleversent leur quotidien et compromettent leurs moyens de subsistance.

Le lac Faguibine, autrefois un trésor écologique, jouait un rôle central dans la vie des habitants. Il offrait des ressources abondantes permettant l'agriculture, la pêche et l'élevage. Grâce à cette richesse, les villages environnants prospéraient, exportant céréales, poissons, bétail et autres produits vers le sud du pays, mais aussi vers la Mauritanie et l'Algérie.

Cependant, en 2011, les effets du changement climatique ont entraîné le tarissement du lac. Cette situation a été aggravée par les conséquences du conflit armé, accentuant la fragilité des moyens d'existence des communautés locales.

Pour répondre à ces défis, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé plusieurs initiatives : fixation des dunes pour contenir l'avancée du désert, distribution de semences et d'outils agricoles pour relancer les cultures, et surcreusement des seuils du lac pour restaurer ses fonctions vitales.

« Cette année, en partenariat avec les Services Techniques des Eaux et Forêts de Goundam, le CICR a mis en œuvre la fixation des dunes entre Tihedjrene et Bintagoungou. Dans le cadre d'un programme de «Cash For Work», plus de 280 chefs de familles ont été mobilisés pour stabiliser une superficie de 20 hectares de dunes. Dotés des outils nécessaires, ils réalisent ce travail en échange d'une compensation financière, leur permettant ainsi de générer un revenu supplémentaire », explique Abdoulaye Idrissa Maiga, Agronome au CICR.

Cette initiative vise à stabiliser les dunes, protéger les habitations et les champs agricoles, et faciliter les déplacements entre les villages. Pour Hamma, « les zones stabilisées représentent une opportunité de développement- Elles pourront être utilisées de manière durable pour des activités agro-pastorales ».

En parallèle des interventions d'urgence, le CICR met en œuvre des initiatives visant à renforcer la résilience des communautés touchées par le conflit. Ce volet s'inscrit dans une perspective à long terme, cherchant à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir l'autonomie des ménages les plus vulnérables.





## APRÈS 6 ANS DE SÉPARATION, PLACE AUX RETROUVAILLES

Il est environ 16 h quand le vol en provenance de Bamako atterrit à l'aéroport de Cotonou. Sidi\* est de retour chez lui après six longues années d'absence. Dans la salle d'arrivée, Nouratou\*, sa mère, scrute la pièce à la recherche de son fils. Lorsqu'elle l'aperçoit enfin, ses jambes flanchent presque sous l'émotion.

« Quand nous nous sommes séparés, c'était un enfant. Aujourd'hui, il est plus grand que moi », dit-elle en larmoyant.

Pour aider financièrement sa famille, Sidi a abandonné l'école en primaire. En 2019, il a été confié à un ouvrier en bâtiment qui l'a amené avec lui au Niger.

Travaillant comme apprenti auprès de ce dernier, leur relation se détériora rapidement. Les nombreuses violences ont contraint Sidi à s'enfuir. Seul et sans repères, il erra des mois durant dans les rues de Niamey, avant de rencontrer Lassine\* qui devint son bienfaiteur.

« Lassine est un transporteur. Il m'a recueilli et m'a amené chez lui à Ménaka. On est resté ensemble pendant 4 ans. J'ai appris à parler songhaï et je me suis fait des amis », explique Sidi.

À Ménaka, il apprit aussi la couture grâce à une initiative d'une organisation locale. Après une prise d'informations sur sa situation, cette organisation le référa au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en janvier 2025.

Grâce à une collaboration avec la Croix-Rouge du Bénin, sa mère est localisée, un mois après, dans les environs de Porto-Novo.

« Quand j'ai décroché l'appel, toute ma famille était réunie autour de ma mère. Ils criaient : «C'est Sidi, c'est Sidi !» Et maman a commencé à parler en pleurant... C'est là que j'ai compris à quel point ma famille m'avait manqué », raconte Sidi.

Afin de le réunifier avec sa famille, Sidi rejoint Bamako avant de prendre le départ pour Cotonou, accompagné par un agent du CICR.

Désormais, entouré des siens, il envisage de continuer la couture et de se mettre à son compte. Bien qu'il ait dû traverser des épreuves difficiles, il garde une reconnaissance particulière pour Lassine ainsi qu'un précieux souvenir de Ménaka.

Le parcours de Sidi est tristement représentatif de celui de nombreux enfants non accompagnés, contraints de partir de leur foyer, en raison des difficultés économiques familiales liées ou pas au conflit.

En 2025, le CICR et la Croix-Rouge Malienne ont facilité 22 222 appels téléphoniques, l'échange de 641 messages Croix-Rouge, la réunification de 8 familles, et ont ouvert 212 nouvelles demandes de recherche dont 167 ont été résolues.





## DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE : COMMENT LES FORMATIONS SAUVENT DES VIES ?

Dans les zones touchées par des conflits armés, les soins primaires d'urgence (SPU) jouent un rôle déterminant dans la préservation de la vie. Dans ces contextes où les besoins en santé sont immenses, les infrastructures médicales sont souvent détruites ou inaccessibles et les ressources sanitaires demeurent insuffisantes. Il est donc essentiel de renforcer les compétences des acteurs de santé pour répondre efficacement aux urgences.

Depuis 2023, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) forme les travailleurs de première ligne aux SPU des régions du nord et du centre du Mali. En 2025, ces initiatives ont été considérablement renforcées, y compris dans des zones où le CICR n'est pas opérationnel. L'objectif est de renforcer les capacités des structures sanitaires tout en soutenant les autorités sanitaires à fournir des soins essentiels dans des situations complexes. « Ces formations aident les professionnels à gérer les urgences vitales et stabiliser les patients jusqu'à une prise en charge avancée », explique Aly Ouattara, coordinateur des programmes santé du CICR.

Les formations abordent des thématiques essentielles : évaluation des urgences vitales, gestion des détresses respiratoires, circulatoires et neurologiques, ainsi que la réanimation cardio-respiratoire. Elles incluent également des exercices pratiques, comme l'arrêt des hémorragies, le transport sécurisé de blessés critiques.

Ces initiatives comblent des lacunes en matière de santé et réduisent la mortalité évitable. Le concept est désormais appliqué dans plusieurs centres de santé, notamment à Gao et Mopti. « En octobre dernier, nous avons reçu une jeune fille blessée par un engin explosif improvisé. Elle présentait une plaie thoracique et était en détresse respiratoire. Grâce aux techniques apprises, nous avons pu

la stabiliser jusqu'à son opération », témoigne le Dr Boubacar Oumar Cissé, chef du service des urgences à l'hôpital régional de Gao.

Formé aux SPU, le Dr Cissé, désormais formateur, plaide pour étendre ces formations : « Il est primordial de poursuivre ces formations pour toucher davantage de professionnels, notamment dans les zones reculées ».

De nombreux participants soulignent qu'elles auraient pu sauver des vies dans des situations critiques, rappelant l'urgence de renforcer les capacités locales et de multiplier les initiatives pour améliorer la prise en charge des urgences dans les zones vulnérables.

En partenariat avec le Ministère de la Santé et du Développement Social, le CICR soutient les hôpitaux régionaux de Gao (depuis 2012) et Mopti (depuis 2019), ainsi que les centres de santé de référence de Kidal (depuis 2014) et Ménaka (depuis 2019). Ce soutien inclut des équipes médicales sur place, la fourniture d'équipements, de médicaments, de consommables, des primes et la réhabilitation d'infrastructures. En 2025, plus de 24 000 patients, dont 13 784 blessés et cas urgents, ont été pris en charge.





© CICR

## DE L'EAU, UN REPAS CHAUD ET DES SOINS DE SANTÉ : L'ESSENTIEL POUR RECOUVRIR SA DIGNITÉ

La ville de Koro, située à 200 km de Mopti, fait face à une crise humanitaire majeure. En août 2025, 3 414 familles réfugiées burkinabè ont été recensées par la Commission nationale chargée des réfugiés (CNCR), dépassant largement la population locale. Ces familles, venant de villages frontaliers, ont parcouru jusqu'à 150 km à pied, arrivant dans un état de grande vulnérabilité : blessures physiques, traumatismes psychologiques, pertes humaines et matérielles importantes.

Ladifatou OUEDRAOGO, veuve d'une cinquantaine d'années, a fui les violences armées près de la frontière Mali-Burkina Faso avec ses deux enfants et d'autres familles pour se réfugier à Koro, jugée plus sûre. « Le village voisin a été incendié, une dizaine d'habitants tués et du bétail emporté. On avait peur que notre village ne soit la prochaine cible, alors nous avons pris la fuite ».

Laissant leur vie de l'autre côté de la frontière, ces familles se sont retrouvées totalement démunies à Koro, une ville déjà sous forte pression humanitaire du fait de l'accueil de populations déplacées venant d'autres localités du Mali.

Daouda YACOUBA, chef adjoint de la sous-délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Mopti, a déclaré : « L'accueil des réfugiés s'est déroulé dans des conditions très précaires. Certains étaient hébergés dans des écoles, d'autres tentaient de survivre avec une alimentation rudimentaire faite d'herbes et d'eau stagnante. Malgré l'intervention d'organisations, l'aide restait insuffisante face aux besoins. »

En réponse, le CICR, en collaboration avec les autorités locales, a déployé un ensemble de mesures d'assistance, destiné à la fois aux réfugiés, aux déplacés et aux hôtes déjà fragilisés :

- 1 200 familles réfugiées ont reçu des kits de première nécessité et une aide financière pour couvrir leurs besoins alimentaires et faciliter leur installation.

- Un point d'eau d'une capacité de 20 000 litres par jour a été mis en place pour les communautés.

- Des médicaments antipaludiques ont été donnés au centre de santé pour répondre aux besoins de 1 000 personnes sur trois mois.

- En collaboration avec la Croix-Rouge malienne, un kiosque téléphonique a été installé pour permettre aux réfugiés et aux déplacés de renouer ou maintenir le contact avec leurs proches.

Pour Ladifatou, c'est un immense soulagement : « Ne plus souffrir de la soif, pouvoir préparer un repas chaud et accéder à des soins de santé. Pour moi, cela change tout. »



© Leopold Guindo / CICR





## EAU ET ASSAINISSEMENT : DES PETITS GESTES POUR DE GRANDS IMPACTS

En période de conflits, l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement devient un enjeu vital. Chaque jour, des milliers de personnes vivent dans des conditions précaires où l'absence d'eau propre, le manque d'hygiène et de systèmes d'assainissement les exposent à des maladies hydriques comme le choléra, la diarrhée, la dysenterie ou la typhoïde. Ces maladies, pourtant évitables, se propagent rapidement, aggravant des situations déjà délicates.

Dans le cadre de ses interventions humanitaires au Mali, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) réalise des systèmes hydrauliques en faveur des populations confrontées à des violences armées. Depuis 2021, ces projets vont au-delà de la simple construction d'infrastructures : ils intègrent une gestion adéquate des installations, ainsi que des programmes de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement, indispensables à la prévention des épidémies.

« Ces actions, menées en collaboration avec la direction régionale de l'hydraulique et les volontaires de la Croix-Rouge Malienne (CRM), visent à réduire les risques sanitaires en favorisant un changement durable des comportements au sein des communautés », explique Ouattara Oumar, ingénieur hydraulique au CICR.

Adama, père de neuf enfants vivant sur le site de Bawa 2, témoigne de l'impact de ces initiatives. Avant l'installation d'un forage, les habitants consommaient l'eau insalubre du fleuve, ce qui provoquait des maladies fréquentes et exposait les femmes et les filles à des dangers. Grâce aux campagnes de sensibilisation, Adama et sa famille ont adopté de nouvelles habitudes : lavage des mains au savon, gestion des déchets dans des dépôts communautaires, nettoyage des outils de puisage

et des récipients de stockage. « Maintenant, nous souffrons beaucoup moins de maux de ventre », affirme-t-il. Ces bonnes pratiques sont désormais encouragées et partagées au sein des familles.

En parallèle, la gestion adéquate des infrastructures hydrauliques est essentielle, surtout dans ces zones où ces installations peuvent être endommagées, mal entretenues ou difficilement accessibles. Ces efforts, combinés à la sensibilisation, garantissent un approvisionnement durable en eau potable et renforcent la résilience des communautés, posant ainsi les bases d'un avenir plus sûr et plus sain pour elles.

En partenariat avec les Directions Régionales de l'Hydraulique et la SOMAGEP, le CICR soutient, réhabilite et/ou construit des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les localités les plus affectées par le conflit. Cela inclut des puits, des forages (équipés de pompes manuelles ou de groupes électropompes), mais aussi des infrastructures plus complexes composées de réseaux, de réservoirs, de bornes fontaines, d'abreuvoirs et de champs photovoltaïques. En 2025, 44 ouvrages ont ainsi été réalisés ou réhabilités à travers le pays au bénéfice de 162 400 personnes.





© Almainoune Ag / CICR

## ANDERAMBOUKANE, JADIS UNE VILLE PROSPÈRE, AUJOURD'HUI DÉPOUILLÉE À CAUSE DES VIOLENCES ARMÉES

Anderamboukane est située à 94 km à l'ouest de la ville Ménaka, à la frontière avec le Niger. Autrefois connue pour sa beauté singulière, elle est aujourd'hui une ville fantôme, isolée et ravagée par la violence armée, où les habitants luttent pour survivre.

Ahmad\*, agriculteur, témoigne depuis Ménaka, où il séjourne. « À Anderamboukane, il ne reste presque plus rien : médicaments, eau, nourriture... tout manque ».




En 2023, face à l'intensification des violences, de nombreuses familles ont fui vers la ville de Ménaka, Kidal ou le Niger. Ahmad a conduit sa famille à la ville de Ménaka avant de retourner à Anderamboukane pour protéger ses biens. Là-bas, la radio est leur seul lien avec le monde, les télécommunications étant hors service.

L'agriculture, autrefois florissante, est en déclin. Ahmad explique : « Les affrontements ont réduit notre capacité de production. Contraints de nous cacher pour cultiver, nous avons perdu l'accès à la main-d'œuvre et aux semences. Ce que nous produisons est consommé directement ou vendu à bas prix pour subvenir à nos besoins. » L'élevage a également disparu, les troupeaux ayant été décimés par les vols, les maladies et le manque de ressources.

Les aléas climatiques aggravent la situation : inondations en 2024, sécheresse en 2025. La mare

s'assèche en saison sèche, ne laissant qu'un lit de sable. Pour trouver de l'eau, nous creusons des puisards, car les forages ne fonctionnent plus. L'eau potable est désormais rare et précieuse. Le centre sanitaire a été délocalisé à Ménaka en 2023, obligeant les malades à parcourir de longues distances pour se soigner. « La ville accueille une importante concentration de déplacés venant de tous les cercles de Ménaka, avec des besoins considérables, notamment alimentaires », explique Ghislain Fernand NGONO OYONO, chef de bureau du CICR à Ménaka. Malgré des ressources limitées et un accès humanitaire restreint, le CICR développe des approches alternatives pour protéger et assister les populations. « Un accès humanitaire sûr et sans entrave reste essentiel », plaide-t-il.

Présent à Ménaka depuis 2014, le CICR répond aux besoins vitaux des populations affectées par le conflit et les violences, renforce l'accès aux soins, assure l'accès à l'eau potable, soutient la résilience avec des activités génératrices de revenus et de préservation de leurs ressources, tout en préservant la dignité humaine dans un contexte précaire.

 [www.icrc.org](http://www.icrc.org)  
 [www.facebook.com/CICRMali](https://www.facebook.com/CICRMali)  
 [www.twitter.com/CICR\\_Mali](https://www.twitter.com/CICR_Mali)

**Délégation au Mali**  
Quartier Hamdallaye  
ACI 2000 - Rue 239  
BP 58 Bamako - République du Mali  
T +223 20 29 72 14  
F +223 20 29 72 16  
Email : [bam\\_bamako@icrc.org](mailto:bam_bamako@icrc.org)

**Sous-délégation de Gao**  
Quartier Château Secteur 4, Rue 454  
BP 126 Gao - République du Mali  
T +223 21 82 13 52/06  
F +223 21 82 00 14  
Email : [gao\\_gao@icrc.org](mailto:gao_gao@icrc.org)

**Sous-délégation de Tombouctou**  
Quartier Hamabangou, Tombouctou  
T +223 75 99 73 77  
Email : [tom\\_tombouctou@icrc.org](mailto:tom_tombouctou@icrc.org)

**Sous-délégation de Mopti**  
Million Kin, Rue 220  
T +223 21 42 16 70 / 21 42 16 71  
F +223 21 42 16 77  
E-mail : [mop\\_mopti@icrc.org](mailto:mop_mopti@icrc.org)

**Bureau de Kidal**  
Quartier Etambar, Kidal  
T +223 75 99 73 76  
Email : [kdl\\_kidal@icrc.org](mailto:kdl_kidal@icrc.org)

**Bureau de Ménaka**  
2<sup>ème</sup> Quartier, en face de Radio ADR,  
Mobile +223 75 99 58 37




CICR

# LES ACTIVITÉS DU CICR AU MALI

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES DE L'ANNÉE 2025

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

 **22 970 MÉNAGES**

soit 137 820 personnes, ont bénéficié d'une assistance alimentaire, 60 780 personnes en articles ménagers essentiels en plus.

 **4 432 MÉNAGES VULNÉRABLES**

appuyés en espèce pour avoir travaillé dans le cadre des projets communautaires.

 **1 825 403 ANIMAUX VACCINÉS**

durant la saison 2024-2025 au profit de 56 001 ménages, soit 336 000 personnes.

 **11 808 MÉNAGES VULNÉRABLES**

soit 70 848 appuyés en semences, outils, équipements et engrais pour la production agricole.

 **976 MÉNAGES**

soutenus dans le cadre des Initiatives MicroEconomiques (Micro-projet).

 **106 MÉNAGES PRODUCTEURS**

appuyés en multiplication de semences.

## SANTÉ

 **24 161 PATIENTS**

dont 13 784 blessés, urgences et autres cas vulnérables entièrement pris en charge dans les hôpitaux de Gao et Mopti, ainsi que les CSREF de Kidal et Ménaka que nous soutenons.

 **±30 CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES - CSCOM**

soutenus en médicaments, consommables, équipements, évacuations sanitaires et référencement pour les populations dans les zones les plus affectées.

 **4 558 PATIENTS**

appareillés en prothèses et orthèses dans les 5 centres orthopédiques soutenus, dont 963 entièrement pris en charge par le CICR.

 **44 ASSISTANTS PSYCHO-SOCIAUX**

dont 7 de la CRM, appuyés et encadrés dans 23 structures que nous soutenons pour accompagner les victimes de traumatismes psychologiques.

 **753 PERSONNES FORMÉES**

dont 610 porteurs d'armes, en premiers secours pour la stabilisation des blessés et malades.

 **1 473 PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP**

ont bénéficié des activités de réintégration sociale (des projets pour 7 associations).

## RÉTABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX

 **8 PERSONNES**

réunifiées avec leurs familles.

 **641 MESSAGES CROIX-ROUGE**

échangés entre personnes séparées dont des détenus, enfants, des personnes déplacées.

 **167 CAS DE RECHERCHE**

résolus et 212 cas ouverts.

 **22 222 APPELS TÉLÉPHONIQUES**

facilités entre des personnes déplacées, des réfugiés, des migrants et leurs familles.

## DÉTENTION

 **83 VISITES DE DÉTENUS**

effectuées dans 13 lieux de détention à travers le pays en 2025.

 **8 884 DÉTENUS**

visités et assistés en produits d'hygiène et d'entretien.

## EAU ET HABITAT

 **44 OUVRAGES**

d'accès à l'eau réalisés en 2025 pour 162 400 personnes à travers le pays.

 **17 INFRASTRUCTURES PASTORALES**

puits/forages & parcs de vaccination construits pour éleveurs et agriculteurs

## PRÉVENTION

 **12 865 PERSONNES**

dont environ +6 000 porteurs d'armes, ainsi que des membres du pouvoir judiciaire, leaders locaux, journalistes et blogueurs sensibilisés et/ou formés sur les principes humanitaires, à travers 222 séances organisées.

 **819 MILITAIRES**

Ont bénéficié de 53 formations spécialisées en DIH. 4 ont participé à des conférences et séminaires internationaux.

## PARTENARIAT AVEC LA CROIX-ROUGE MALIENNE (CRM)

 **10 ACCORDS DE PARTENARIAT**

dans les domaines de la réponse aux urgences, d'assistance, de protection et de renforcement des capacités.

 **+500 VOLONTAIRES**

impliqués au quotidien dans les activités du CICR en 2025.

 **2 INFRASTRUCTURES**

construites au profit de la CRM de San et Bandiagara pour renforcer leurs capacités opérationnelles.